

POLITIQUE • GOUVERNEMENT BORNE

Emmanuel Macron congédie Elisabeth Borne de Matignon pour tenter de relancer son deuxième quinquennat

Le chef de l'Etat s'est séparé de la première ministre, lundi après-midi, sans dévoiler le nom du prochain chef du gouvernement. Un flottement peu commun. Gabriel Attal, ministre de l'éducation nationale, est donné favori.

Par Claire Gatinois

Publié aujourd'hui à 05h07, modifié à 07h26 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Elisabeth Borne, à Paris, le 5 octobre 2022. LUDOVIC MARIN / AFP

Elisabeth Borne est sortie de l'Élysée par une porte discrète, celle dédiée aux rendez-vous secrets qui, depuis les jardins présidentiels, permet d'éviter les assauts de la presse. Ce lundi 8 janvier, émue, la première ministre vient de remettre sa démission au chef de l'Etat, qui l'a acceptée. Il est un peu plus de 16 heures. Emmanuel Macron s'apprête à recevoir les membres du Conseil constitutionnel pour prononcer ses traditionnels vœux, tandis que la désormais « ex »-chefe du gouvernement s'engouffre dans sa berline pour repartir rue de Varenne.

Lire aussi : [En direct, le changement de gouvernement : l'Élysée prévoit d'annoncer le nom du nouveau premier ministre mardi matin](#)

« Monsieur le président, vous m'avez fait part de votre volonté de nommer un nouveau premier ministre », écrit-elle dans sa lettre, poursuivant : « Alors qu'il me faut présenter ma démission, je voulais vous dire combien j'ai été passionnée par cette mission. » Les mots, empruntés à la missive rédigée par Michel Rocard lors de son départ de Matignon, en 1991, sous le second septennat de François Mitterrand, doivent rappeler les références de gauche de l'ancienne conseillère de Lionel Jospin, qui a fait adopter par le Parlement une loi sur l'immigration présentée par l'extrême droite comme une « victoire idéologique ».

La référence rocardienne signifie aussi que l'ancienne préfète, nommée à Matignon en mai 2022, quitte la rue de Varenne à contrecœur. « *Je me suis fait virer* », avait cinglé, devant la presse, Michel Rocard, apôtre de la « deuxième gauche ». « *Elle a commencé comme Jospin et finit comme Rocard. C'est un destin* », soupire, moqueur, un conseiller de l'Élysée.

Deux heures s'étirent sans que rien ne filtre de cet entretien confidentiel entre les deux têtes de l'exécutif. Le sort de la première ministre, absente des vœux au Conseil constitutionnel, ne fait plus de doute. Mais Emmanuel Macron ne dit rien. Il est 18 heures quand le président de la République met fin au suspense et remercie d'un tweet la cheffe du gouvernement, saluant son travail « *exemplaire* » et vantant « *son courage* ». « *De tout cœur, merci* », signe-t-il, illustrant ses mots par une photo le montrant, riant, aux côtés d'Elisabeth Borne.

Lire aussi le portrait : [« On ne me marche pas sur les pieds comme ça ! » : Elisabeth Borne, la résiliente de Matignon](#)



Tout au long de la soirée les observateurs cherchent, en vain, la signification politique de ce départ. Elisabeth Borne a traversé des crises et mené à bien la mission confiée par le président de la République, en faisant adopter dans la douleur la réforme des retraites au printemps 2023, puis la loi « immigration » en décembre suivant, au prix de vives turbulences dans la majorité. Un sacerdoce. Pourquoi la sacrifier ? « *Aucune logique institutionnelle n'explique le départ d'Elisabeth Borne* », décrypte Jean-Philippe Derosier, spécialiste du droit constitutionnel. « *Elle a fait un bon job* », concède-t-on à l'Élysée.

Renouer avec « l'audace du macronisme originel »

Mais, après six ans et demi à l'Élysée, où Emmanuel Macron pense avoir « réparé » le pays, il est temps de « fermer un cycle », explique un proche du chef de l'Etat. Le président de la République veut mettre « un point-virgule, donner une respiration à sa décennie de pouvoir en changeant de ton comme on pourrait le faire dans une partition de musique ou dans une poésie », poursuit ce même conseiller de l'équipe élyséenne.

Newsletter

« Politique »

Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique

[S'inscrire](#)

Lundi, le nom du successeur d'Elisabeth Borne était trouvé. Le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, 34 ans, était pressenti pour devenir le plus jeune premier ministre de la V^e République, renouant avec « l'audace du macronisme originel », signalait-on au palais lundi soir. Le 20 décembre 2023, lors de l'émission « C à vous » sur France 5, Emmanuel Macron avait encensé « l'énergie et le courage [de Gabriel Attal] à mener les combats nécessaires », lui promettant « un avenir gouvernemental » et peut-être « un destin » plus ambitieux.

Lire aussi : [Transformer l'éducation nationale en tremplin politique, le pari de Gabriel Attal](#)



Mais Emmanuel Macron réservait son annonce pour la matinée du mardi 9 janvier. Le temps de « derniers calages », assure-t-on dans l'équipe de communication du chef de l'Etat, mais aussi pour faire preuve d'« élégance » envers Elisabeth Borne, afin que les « justes hommages » lui soient rendus. Dans un communiqué, l'Élysée indiquait lundi soir que l'ex-première ministre « assure, avec les membres du gouvernement, le traitement des affaires courantes jusqu'à la nomination du nouveau gouvernement ».

Des égards surprenants alors qu'Elisabeth Borne vit depuis plusieurs semaines avec la rumeur insistante de son départ, distillée par l'entourage élyséen et exacerbée par les hésitations présidentielles. Ni le déjeuner qu'elle a eu avec le chef de l'Etat, mercredi 3 janvier, ni sa convocation à l'Elysée, le dimanche soir suivant, n'avait permis à l'élue du Calvados d'être fixée sur son sort. Tout juste Emmanuel Macron lui avait-il fait part de ses « réflexions », comme il le lui a dit.

« Elle a servi Macron jusqu'à se perdre »

Maintenue dans l'incertitude, Elisabeth Borne continuait d'espérer, et avec elle ses proches collaborateurs. Un coup de théâtre était possible. A deux reprises, déjà, le chef de l'Etat, avait laissé planer l'hypothèse que la locataire de Matignon pourrait quitter son poste, sans jamais passer à l'acte. Après l'échec des législatives, en juin 2022, un mois après sa nomination, l'Elysée s'était résigné à laisser ses chances à l'ancienne directrice du cabinet de Ségolène Royal, première femme à occuper la fonction après le passage éclair d'Edith Cresson, en 1991.

L'été suivant, Emmanuel Macron voulait tirer un trait sur la crise provoquée par l'adoption de la réforme des retraites, imposée au Parlement, sans vote, par l'article 49.3 de la Constitution. Mais le timing n'était pas le bon pour se séparer d'Elisabeth Borne, jugeait-on à l'Elysée, alors que les motions de censure menaçaient de faire tomber le gouvernement à la rentrée suivante. Et qui pourrait la remplacer ? Pressenti, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, ancien du parti Les Républicains (LR), braquait une partie de l'aile gauche de la Macronie, ainsi que son ancien parti.

Lire aussi : [Remaniement : le supplice d'Elisabeth Borne, première ministre sur un siège éjectable](#)



A 18 heures, lundi, depuis Matignon, les équipes se résignent. Cette fois-ci, les cartons sont emballés, les pots de départ s'enchaînent. Elisabeth Borne apparaît aux alentours de 20 heures pour un dernier au revoir. « J'ai réussi grâce à vous », lâche-t-elle, remerciant l'intégralité de ses collaborateurs, sans verser de larmes. Quelques ministres sont venus, comme Rima Abdul Malak (culture), Roland Lescure (industrie), Stanislas Guerini (fonction publique), Franck Riester (relations avec le Parlement) ou Amélie Oudéa-Castéra (sports).

« Difficile de mettre quelques mots sur une aventure humaine et politique aussi intense. Mais travailler auprès d'Elisabeth Borne fut un honneur », salue sur le réseau social X Aurélien Rousseau, son ancien directeur de cabinet. L'ex-ministre de la santé qui a démissionné en réponse à l'adoption de la loi sur l'immigration, contraire à ses valeurs, évoque aussi une haute fonctionnaire avec « l'Etat chevillé au corps », référence à cette forme d'abnégation qu'aurait Elisabeth Borne, qui confiait, le 20 décembre 2023, avoir le « sentiment du devoir accompli », après avoir fait voter ce texte qui a déchiré le camp présidentiel.

« Elle aura servi Emmanuel Macron jusqu'à se perdre. Elle a voulu servir l'Etat. A la place, elle aura servi un président sans cap, sans valeur, qui n'a qu'une seule obsession, détruire notre modèle social », griffe Cyrielle Chatelain, la présidente des députés écologistes.

Claire Gatinois

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Immersion dans l'économie du crime